

Compte-rendu de l'après-midi de formation sur le thème du CNRD 2018.

Mercredi 18 octobre 2017.

Musée de la Résistance et de la déportation du Cher.

Intervention de Pavlina Dublé, Coordinatrice Départementale de l'Education artistique et culturelle et Devoir de Mémoire.

L'organisation du Concours ne connaît pas de modification cette année. Les candidats peuvent concourir au sein de deux catégories distinctes selon le niveau d'études :

- Deux catégories « collège » : une catégorie individuelle et une catégorie collective.
- Deux catégories « lycée » : une catégorie individuelle et une catégorie collective.

Les candidats à l'épreuve individuelle composeront le vendredi 23 mars 2018 au matin. Les sujets de l'épreuve individuelle sont élaborés par une commission académique.

Le CNRD s'adapte à la réforme du collège. Les élèves ayant participé au concours peuvent en effet présenter leur travail lors de l'oral de DNB.

Au niveau départemental, deux prix spéciaux ont été créés afin de récompenser les lycéens professionnels et technologiques (meilleure copie série professionnelle et meilleure copie série technologique).

Les critères d'évaluation dans les catégories individuelles et collectives sont les suivants :

- Catégorie individuelle : respect du sujet / problématique simple / connaissances / exemples précis et exemples locaux.
- Catégorie collective : originalité du sujet.

Les travaux des deux catégories doivent être remis à la DSDEN avant le 30 mars 2018.

Intervention de Xavier Truffaut, Chef du service de l'action culturelle et des publics – Responsable du Musée de la Résistance et de la Déportation.

Le Musée de la Résistance et de la Déportation organisera au début de l'année 2018 plusieurs événements en relation avec le thème du CNRD :

- Une exposition de l'ONAC-VG: "Les Français libres et leur chef le général De Gaulle" du 22 janvier au 12 mars (dates théoriques).
- Une conférence proposée en partenariat avec les Amis du musée "L'engagement des jeunes dans la Résistance" par Jean-Paul Le Maguet, conservateur honoraire du Musée de la Résistance nationale, le 7 février 2018.
- La projection du documentaire "Faire quelque chose" de Vincent Goubet en janvier 2018. Ce documentaire est l'occasion d'entendre les témoignages des derniers « grands témoins », tels que Stéphane Hessel ou Lucie Aubrac.

Intervention de Maurice Renaudat, ancien résistant FTP.

Maurice Renaudat est né le 9 août 1924 à Saint-Georges-sur-la-Prée. Il a été élevé dans une famille républicaine ; bien que n'ayant jamais été officiellement encarté, son père avait été élu sous l'étiquette de la SFIO.

En 1936, après avoir passé le certificat d'étude, il travaille dans des fermes. Il a alors 12 ans. M. Renaudat se souvient de l'hostilité de son patron à l'égard des ouvriers qui bénéficient alors des premiers congés payés. Quatre ans plus tard, le patron fait écouter à ses employés le discours du maréchal Pétain, le 17 juin 1940. M. Renaudat a la nette impression qu'il s'agit d'une revanche pour son employeur.

En 1943, c'est un paysan qui vient demander à M. Renaudat d'entrer en résistance. Beaucoup de jeunes sont alors cachés dans les fermes, afin d'échapper au STO. Maurice est chargé de former un noyau de résistance dans la commune. Son recruteur ne lui dit pas que ce noyau serait rattaché au Front national de lutte pour la libération et l'indépendance de la France, mais il insiste sur la nécessité de s'organiser pour préparer la libération de la France.

M. Renaudat a bien conscience que la libération ne pourrait se faire que grâce aux Alliés. En effet, si son groupe reçoit des armes dès mars 1944, il reçoit l'ordre de ne les utiliser que pendant l'été, contre les Allemands.

Question : quel était votre état d'esprit à l'annonce de la défaite ?

Il est difficile de répondre de façon précise à cette question. Il existait néanmoins un sentiment d'humiliation : l'armée française n'avait pas été aussi formidable qu'on le disait et semblait mal commandée.

Les autres souvenirs de M. Renaudat sont liés aux premiers agissements de ceux qui ont fait du marché noir, ainsi qu'au discours de Pétain demandant un armistice. Bien que son patron se soit réjoui de l'arrivée au pouvoir de Pétain, cela n'empêche pas ce dernier de fuir devant les Allemands en emportant la paye de ses ouvriers. C'est cet événement qui provoque le départ de M. Renaudat.

C'est par ces différents souvenirs qu'il explique les motivations qui l'ont poussé à entrer en résistance : il fallait chasser les Allemands et changer quelque chose en France. M. Renaudat évoque à plusieurs reprises le dégoût suscité par le marché noir ainsi que par le système d'attribution des bons de ravitaillement, qu'il juge alors injuste. A ses yeux, sa volonté de changer les choses au plan national a été incarnée par le programme du CNR.

Question : avez-vous cherché à entrer en contact avec la Résistance ?

M. Renaudat n'avait pas connaissance d'une résistance organisée. Par contre, il avait entamé les démarches pour partir en Afrique du Nord et s'engager dans l'armée d'armistice. Cependant, étant encore mineur, il s'est heurté au refus de sa mère.

Question : qui vous a contacté pour vous engager ?

M. Renaudat a été recruté par un paysan de Genouilly qu'il connaissait. Il s'agit d'Edmond Ferragu, élu conseiller d'arrondissement en 1937 sur une liste à tendance SFIO. Ferragu avait organisé l'installation de familles de républicains espagnols dans la région. Quand il contacte M. Renaudat, il est alors en

contact avec le Parti communiste, et notamment avec des militants de Vierzon dont Serpeau. Le mouvement se monte autour de militants communistes et socialistes.

Question : vous avez expliqué dans votre avant-propos que votre engagement n'avait pris une dimension militaire qu'à partir du Débarquement.

M. Renaudat explique qu'il n'y a pas de clandestinité pour ceux qui ont un travail. En effet, les clandestins sont à la charge des autres. Il faut en effet les cacher et les nourrir, ce qui n'est pas une mince affaire.

Beaucoup de groupes FTP n'ont pas bénéficié de parachutages d'armes de Londres. Néanmoins, grâce à Edmond Ferragu qui connaissait « Pauline » (Pearl Witherington, membre du SOE), les groupes de Graçay et de Genouilly ont reçu des armes. Celles-ci ont d'abord été cachées dans un bois, sous des fagots, avant d'être réparties individuellement.

Question : votre principale mission a donc été de rallier la population à la cause de la Résistance puis de lui faire accepter l'engagement pour participer à la libération.

M. Renaudat rappelle qu'il a distribué des tracts. Ils étaient glissés sous les portes. Pour le reste, ce sont surtout les discussions qui ont permis de convaincre. Les bals clandestins, qui étaient d'ailleurs une forme de résistance, constituaient une bonne occasion de discuter avec les réfractaires au STO. Ces discussions ont permis au groupe de M. Renaudat de recruter une quinzaine de membres.

Question : les recrues avaient-elles conscience du risque ?

La conscience du risque peut expliquer le refus de certains. Le risque était aussi lié à l'utilisation des armes. Il s'agissait de carabines américaines et de fusils mitrailleurs anglais. Bien qu'ils aient reçu l'ordre de ne pas les utiliser, la tentation était grande. C'est ainsi qu'une nuit, le groupe de M. Renaudat les a testées en forêt. Les carabines n'ont pas posé de problème mais l'utilisation du fusil mitrailleur, dont le mode d'emploi était rédigé en anglais, s'est avéré plus complexe. Au lieu de tirer les munitions au coup par coup, de façon à se faire passer pour des braconniers qui étaient alors nombreux, les trois seuls membres ayant fait leur service militaire et qui avaient été désignés pour utiliser cette arme ont vidé par mégarde un chargeur entier en tir automatique. C'est cette même nuit, de retour chez lui après avoir attendu pendant plusieurs heures que le calme revienne, que M. Renaudat a été surpris par sa mère qui l'attendait dans sa chambre : elle venait de comprendre que son fils était un résistant.

Question : aviez-vous personnellement conscience du risque ?

Cette conscience du risque est venue avec la récupération de parachutages et la découverte de pansements dans les containers. C'est à cette occasion que M. Renaudat a réalisé qu'il pouvait être blessé. De plus, il avait connaissance de personnes qui avaient été arrêtées et qui avaient disparu, sans qu'il soit possible de savoir ce qui leur était arrivé. M. Renaudat n'avait alors pas connaissance de la réalité de la déportation.

Question : l'engagement dans la Résistance s'est-il poursuivi dans le combat politique de l'après-guerre ?

Comme il l'a expliqué précédemment, M. Renaudat s'est engagé parce qu'il voulait des changements. Cependant, il constate en 1945 que les changements qu'il attendait n'ont pas eu lieu. La pauvreté perdure et le ravitaillement est toujours aussi difficile.

Il travaille dès la fin de la guerre à la Précision Moderne à Vierzon. Il qualifie son état d'esprit « d'anarchiste » et de « combattif ». Il devient alors délégué du personnel et accepte des responsabilités auprès du Parti communiste. C'est à cette occasion qu'il fait son apprentissage de l'engagement politique. A ses yeux, son engagement au PCF et à la CGT est une poursuite du combat pour l'application du programme du CNR.

Par la suite, le contexte international de la Guerre froide a contribué à la poursuite de sa formation politique.

Question : aviez-vous conscience de ce que représentait la Résistance au plan national ?

M. Renaudat n'avait aucune conscience de ce qui se passait au plan national. Son engagement a pris corps autour d'un petit groupe. Pour lui, la prise de conscience n'a débuté qu'après les parachutages d'armes et le Débarquement.

Il rappelle également qu'il n'a eu connaissance de l'appel du 18 juin et du programme du CNR qu'après-guerre.

Question : comment a évolué l'opinion locale à propos de la Résistance ?

Il existe une volonté de voir partir les Allemands. Cependant, la diffusion de tracts ne provoque pas de sympathie à l'égard de la Résistance. Les personnes qui les reçoivent ont en effet peur des représailles. La situation est donc très paradoxale.

Question : comment êtes-vous perçu après la guerre ?

Les choses ont repris comme avant et M. Renaudat s'est engagé dans des activités militantes. Ayant été blessé dans un accrochage au cours de l'été 1944, il n'a pas vraiment vécu la Libération et n'a pu participer à la liesse populaire.

Intervention de Fabrice Grenard, docteur en histoire, spécialiste de la Deuxième Guerre mondiale - Directeur du département recherche et pédagogie de la Fondation de la Résistance.

Pour Fabrice Grenard, le sujet du CNRD est très - trop ? – large. Il permet en effet d'évoquer toutes les résistances.

Pour commencer, F. Grenard rappelle quelques faits. Tout d'abord, il note que la France n'a pas d'expérience historique d'occupation importante (exception faite du Pas-de-Calais, occupé lors de la Première Guerre mondiale). Ce manque d'expérience explique qu'il ait été difficile de « penser » la Résistance en 1940. Les Français ne possèdent pas de tradition historique de la clandestinité, en dehors du Parti communiste.

Il faut également noter que la France a un statut particulier dans l'Europe allemande. Contrairement à nombre d'autres territoires conquis, elle conserve un Etat qui contrôle tout l'appareil d'Etat.

Quant à l'intitulé « libérer la France », il sous-entend qu'il est possible de penser que la France soit libérable. Hors, la défaite de 1940 est totale. La libération est alors totalement illusoire. L'immense majorité des Français a la certitude que la défaite est totale et durable. Il faut attendre 1942, la « bissectrice de la guerre », pour que la possibilité d'une libération puisse être entrevue.

Le sujet du CNRD invite également à se pencher sur le problème de la chronologie. Celle-ci est propre à chaque personne qui s'engage dans une forme de résistance. Ainsi, il n'existe pas de logique de combat en France avant 1943. Par contre, l'engagement dans la France libre se fait dans une logique de combat immédiat. De même, les formes prises par les mouvements de résistance peuvent largement différer. Si certains pensent tout de suite à une organisation militaire (Combat par exemple), beaucoup d'autres ne sont que des « nébuleuses » jusqu'en 1943-1944. Reste enfin le cas du Parti communiste dont l'appareil suit les directives de Moscou. Jusqu'au printemps 1941, le PCF veut combattre la « guerre impérialiste », qu'elle soit allemande ou britannique. Il n'existe pas de logique de l'engagement pour libérer la France jusqu'en juin 1941.

Quelques éléments sur la chronologie proposée par la Fondation de la France Libre.

1940-1941 : le temps de la décision.

Les pionniers de la Résistance sont mal connus. On peut cependant relever des actions de sabotage commises partout en France pendant l'été 1940. Il ne s'agit pas pour autant de gestes résistants – il n'existe pas encore de véritable Résistance – mais plutôt de gestes désespérés dans le cadre de la bataille de France finissante. On ne peut parler d'un scénario de levée en masse de francs-tireurs comme en 1870. La défaite a en effet été trop brutale.

Pour ceux qui veulent s'engager durablement en 1940, deux choix sont possibles. Il est possible d'aller à Londres, la Grande-Bretagne étant alors le seul pays démocratique encore en guerre. Ce choix est par exemple celui de Daniel Cordier, mais il ne concerne que peu de personnes, qui sont, pour beaucoup, des aventuriers. L'autre choix est d'aller à Vichy. Il ne faut pas perdre de vue que les Français de 1940 n'ont pas la vision qu'est la nôtre du régime de Vichy. Pour beaucoup, Vichy peut être une solution pour préparer une guerre de revanche. Le sentiment que Pétain mène un double-jeu est courant. Marie-Hélène Fourcade ou Henri Frenay font le choix de l'engagement auprès de Vichy, pensant qu'une armée peut être reconstruite à partir de l'armée d'armistice ou des chantiers de jeunesse. Leurs illusions s'effondrent au cours de la guerre.

« Faire quelque chose » (Germaine Tillion), tel est l'état d'esprit de ceux qui inventent la Résistance. Leur engagement répond à certaines formes d'urgences plus qu'à une volonté de libérer la France. Il s'agit par exemple d'aider les prisonniers de guerre évadés, ou encore les soldats alliés britanniques, polonais ou belges, bloqués sur le sol français. Dans le contexte de la bataille d'Angleterre, la récupération des pilotes anglais abattus au-dessus de la France est en effet vitale pour l'aviation britannique qui se bat en infériorité numérique contre la *Luftwaffe*. C'est ainsi que se mettent en place les premières filières vers la Grande-Bretagne, vers la fin de l'été 1940. C'est aussi ce qui explique que certains territoires, comme les territoires frontaliers, sont plus concernés que d'autres par la Résistance. On voit alors apparaître la figure du passeur. Une autre des urgences qui mène à la Résistance est le refus de laisser la propagande aux Allemands et à Vichy. La contre-propagande fleurit dès l'été 1940, témoignant du développement rapide d'une part de réactivité sociale au sein de la population ainsi que d'une forte germanophobie.

1941-1942 : premières structurations et formes d'organisations.

Deux facteurs sont décisifs. Le premier est le moment où les petits noyaux commencent à faire des journaux. Les premiers d'entre eux apparaissent entre fin 1940 et début 1941. On peut citer en zone sud *Franc Tireur, Liberté* ou encore *Vérité* ; en zone nord, *Défense de la France, Valmy, Libération Nord*. Publier un journal suppose de créer une équipe et de définir une ligne éditoriale, de clarifier des choix politiques et de prendre position à propos de Vichy. Enfin, la diffusion repose sur des équipes de diffusion qui constituent les bases des mouvements en gestation. Le journal offre donc une visibilité. Il permet aussi d'entrer en rapport et d'unir les efforts. C'est par exemple le cas de la fusion entre *Liberté* et *Vérité*, qui donne naissance à *Combat*.

Le deuxième facteur est la compréhension de l'enjeu à avoir des liens avec Londres. L'enjeu est partagé : Londres a besoin de relais en métropole et les résistants ont besoin de la logistique de Londres. Le contact est alors établi entre des agents de la France libre envoyés en France, permettant de créer des liens qui aboutissent à l'unification. C'est ce processus qui est achevé par Jean Moulin en 1943.

1942-1943 : la Résistance augmente son audience.

Il est nécessaire d'évoquer pour commencer les facteurs externes. Jusqu'à l'été 1942, un Français de métropole ne peut croire qu'à une victoire allemande. Le basculement s'opère en quelques mois, avec la bataille d'El-Alamein, le débarquement en Afrique du Nord et la bataille de Stalingrad. A la fin de l'année 1942, il existe une possibilité crédible que l'Allemagne perde la guerre. C'est un premier élément qui facilite l'engagement.

Les facteurs internes sont tout aussi importants. En avril 1942, Pierre Laval est de retour au pouvoir et met en place une politique de collaboration totale. On assiste alors au retournement de l'opinion publique. Ce phénomène s'articule autour des réquisitions pour le travail en Allemagne qui commencent en septembre 1942. La loi du 4 septembre permet alors de réquisitionner en fonction de critères de qualification. C'est à ce moment qu'apparaissent les premiers réfractaires et que reprend l'activité syndicale. Le basculement de l'opinion s'opère réellement à la fin de l'année 1942 (cf. Pierre Laborie), sans que cela ne se traduise forcément par une entrée dans la Résistance – la peur des représailles est encore très forte. Le STO est l'élément qui favorise la rencontre entre l'opinion et la Résistance. Il permet en effet un changement de la nature de la relation entre les résistants et les Français. Dès lors, la Résistance peut s'adresser à tous ceux qui sont concernés par la mise en œuvre du STO, policiers, gendarmes, fonctionnaires. Les paysans sont appelés à cacher les réfractaires.

Puisque le STO concerne toutes les familles, les Français attendent désormais quelque chose de la Résistance. La nécessité de cacher les réfractaires donne naissance aux premiers camps-refuges, auxquels les structures de la Résistance vont s'efforcer d'apporter une aide. On assiste alors à un débat, au sein de la Résistance, sur l'usage qu'il faut faire de ces camps. Certains pensent en effet que les réfractaires vont fournir les troupes qui manquaient depuis le début à la Résistance. C'est ainsi que Frenay propose la militarisation des camps. A partir de mai 1943, les structures de la Résistance décident donc de transformer les camps en maquis. Les MUR créent alors le Service National Maquis. Le doute est alors levé sur le sens qu'il y a à entrer dans un maquis.

Les maquis marquent aussi la ruralisation de la Résistance. Jusqu'alors, la Résistance était un phénomène essentiellement urbain. Les résistants sortant désormais des villes, il leur est nécessaire de développer des complicités. On note ainsi un basculement dans une forme de résistance « légale » : des familles apportent leur aide aux maquis sans pour autant entrer en clandestinité. Cependant, ces familles, dans lesquelles on observe une véritable division du travail, prennent de gros risques. Elles sont en effet les premières cibles de la répression.

Après le 6 juin 1944.

On compte avant le Débarquement quelques milliers de membres dans les maquis. Ils ne dépassent pas la centaine à l'échelle d'un département. Le Débarquement donne le signal de la levée en masse : les « légaux » rejoignent la Résistance armée. En juin 1944, la France compte de 100 à 200.000 maquisards.

Cette explosion s'explique par le simple fait que les résistants se battent désormais pour libérer la France. Dans le Cher, plusieurs insurrections amènent à la libération des villes. Les résistants sortent de la clandestinité en entrant dans une logique de combat. On note également une modification des profils avec l'entrée en résistance de plus jeunes, de plus âgés et de jeunes femmes.

Il ne faut pas occulter que l'engagement au cours de la Libération est un engagement risqué, contrairement à l'image qui a longtemps été véhiculée. C'est au cours de cette période que les combats sont les plus meurtriers.

Conclusion.

Il est très difficile de trouver des règles qui permettent d'analyser l'engagement dans la Résistance. La part de hasard ne doit pas être négligée pour l'expliquer.

On peut cependant relever que l'engagement des cadres de la Résistance remonte souvent à l'avant-guerre et que le contexte de 1936 a souvent joué un rôle important dans l'éveil politique.